

**12 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement
relatif aux subventions pour la préparation et le dépôt de projets de recherche européens**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, notamment l'article 2, alinéa 5;

Vu l'avis du Conseil de la politique scientifique exerçant les fonctions du Comité d'orientation pour la promotion de la recherche et des technologies en Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies;

2° P.M.E. : les petites et moyennes entreprises au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 définissant la "petite ou moyenne entreprise" en vue de l'octroi d'aides et interventions pour la recherche et les technologies;

3° Direction générale : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Le Gouvernement wallon accorde des subventions, dénommées "Horizon Europe", couvrant des dépenses exposées pour préparer et déposer un projet introduit en vue de participer à une action de la Communauté européenne en matière de recherche et développement technologique, ou en vue d'obtenir un "label EUREKA".

Art. 3. Les promoteurs qui bénéficient des subventions "Horizon Europe" sont :

1° les P.M.E. qui ont leur siège d'activités principal sur le territoire de la Région wallonne;

2° les centres collectifs de recherche agréés visés par le décret;

3° les unités de recherche universitaires implantées sur le territoire de la Région wallonne;

4° les unités de recherche de niveau universitaire implantées sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 4. Les projets sur la préparation et le dépôt desquels portent les subventions "Horizon Europe" sont :

1° les projets introduits en vue de participer à une action menée par la Communauté européenne et visée au titre XV de la troisième partie du traité instituant la Communauté européenne;

2° les projets portant sur des travaux de recherche industrielle de base, de recherche appliquée, de développement ou de démonstration, introduits en vue de participer à une action menée par la Communauté européenne et visée aux autres titres de la troisième partie du traité instituant la Communauté européenne;

3° les projets introduits auprès de la Direction générale en vue d'obtenir un "label" de l'initiative EUREKA visée par la déclaration de Hanovre du 6 novembre 1985.

Sont toutefois exclus les projets pour lesquels le promoteur bénéficie d'une aide dite "Partenariat international", qui relève :

1° soit de la mesure n° 1.2.4. exposée dans le document unique de programmation pour les interventions structurelles communautaires dans la province du Hainaut concernée par l'objectif n° 1 en Belgique, dont la décision de la Commission des Communautés européennes n° 94/623/CE du 14 juin 1994 porte approbation;

2° soit de la mesure n° 2.2. exposée dans le document unique de programmation pour les interventions structurelles communautaires dans la région Meuse-Vesdre (Liège) concernée par l'objectif n° 2 en Belgique, dont la décision de la Commission des Communautés européennes du 24 juillet 1997 n° 97/768/CE porte approbation.

Art. 5. Les dépenses admissibles couvertes par une subvention "Horizon Europe" sont celles que le promoteur expose spécifiquement pour préparer et déposer le projet, limitées aux éléments suivants :

1° la rémunération du personnel du promoteur ou du personnel extérieur chargé du secrétariat, pour un montant forfaitaire de vingt-cinq mille francs;

2° les autres frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de cinq mille francs;

3° les frais de traductions réalisées par un organisme extérieur au promoteur;

4° les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

5° les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :

a) les frais de déplacements;

b) les frais de logement et de restauration, pour un montant forfaitaire de sept mille francs par personne et par nuitée.

Les éléments énumérés ci-avant qui sont financés, sous la forme d'une aide ou d'un marché, par un organisme public belge, étranger ou international ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention couvre en totalité les dépenses admissibles; son montant ne peut toutefois excéder cent mille francs.

Art. 6. Dans les nonante jours qui suivent la date du dépôt auprès de la Communauté européenne d'un projet visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, le promoteur adresse à la Direction générale un dossier comprenant :

1° son nom, sa forme juridique, son adresse, son numéro de compte financier et les coordonnées de la personne à contacter si nécessaire;

2° une copie du projet déposé, indiquant notamment l'action de la Communauté européenne visée;

3° une pièce qui émane de la Communauté européenne et qui atteste la date du dépôt du projet;

4° une déclaration de créance qui détaille les dépenses admissibles exposées, accompagnée, le cas échéant, des pièces justificatives suivantes :

a) les factures relatives aux frais de traduction;

b) le relevé des frais de déplacements en Belgique;

c) les factures relatives aux déplacements à l'étranger, accompagnées des pièces attestant le nombre de nuitées.

Art. 7. Dans les nonante jours qui suivent la date du dépôt auprès de la Direction générale d'un projet visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, le promoteur lui adresse un dossier comprenant les éléments visés à l'article 6, 1° et 4°.

Art. 8. Dès que la Direction générale reçoit un dossier visé à l'article 6 ou à l'article 7, elle adresse un accusé de réception au promoteur. Si le promoteur n'a pas respecté le délai imparti, elle l'informe qu'elle ne peut prendre le dossier en considération.

Dans les soixante jours qui suivent la réception régulière du dossier, la Direction générale détermine les dépenses admissibles sur la base des éléments qui y figurent et fait mettre la subvention "Horizon Europe" en liquidation, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

Art. 9. Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux subventions visées par le présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général visé à l'alinéa 1^{er}, la délégation dont il est investi en vertu de cet alinéa est, à défaut de dispositions particulières prises par lui-même, accordée pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement à l'inspecteur général de la Division concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur général visé à l'alinéa 2, la délégation dont il est investi en vertu de cet alinéa est accordée, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur de la Direction concernée.

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 relatif aux subventions pour la préparation et le dépôt de projets de recherche européens et internationaux est abrogé.

Art. 11. A titre transitoire, l'arrêté visé à l'article 10 s'applique aux demandes de subventions qu'il vise introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Namur, le 12 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 927

[C - 98/27222]

12. MÄRZ 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Subventionen für die Vorbereitung und die Hinterlegung von europäischen Forschungsprojekten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien, insbesondere des Artikels 2, Absatz 5;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil de la Politique scientifique" (Rat der Wissenschaftspolitik), der die Aufgaben des "Comité d'Orientation pour la Promotion de la Recherche et des Technologies en Région wallonne" (Beratungsausschuß für die Förderung der Forschung und der Technologien in der Wallonischen Region) ausübt;

Aufgrund des am 10. September 1997, abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. November 1997, gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien;

2° K.M.B.: die kleinen und mittleren Betriebe im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 über die Definition des "kleinen oder mittleren Betriebs" bezüglich der Gewährung von Beihilfen und Beteiligungen für die Forschung und die Technologien;

3° Generaldirektion: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Die Wallonische Regierung gewährt Subventionen unter der Bezeichnung "Horizon Europe" zur Deckung der Kosten für die Vorbereitung und die Hinterlegung eines Projekts, das eingereicht wird, um an einer Aktion der Europäischen Gemeinschaft im Bereich der Forschung und der technologischen Entwicklung teilzunehmen oder um ein "Gütesiegel EUREKA" zu erhalten.

Art. 3 - Bei den Promotoren, die in den Genuß der Subventionen "Horizon Europe" gelangen, handelt es sich um:

- 1° die K.M.B., deren Hauptsitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist;
- 2° die durch das Dekret betroffenen zugelassenen kollektiven Forschungszentren;
- 3° die Forschungseinheiten der Universitäten, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind;
- 4° die Forschungseinheiten universitären Niveaus, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region elegen sind;

Art. 4 - Bei den Projekten, auf deren Vorbereitung und Hinterlegung die Subventionen "Horizon Europe" sich beziehen, handelt es sich um:

1° die Projekte, die eingereicht wurden, um an einer von der Europäischen Gemeinschaft durchgeführten und in Titel XV des dritten Teils des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft angeführten Aktion teilzunehmen;

2° die Projekte zu Arbeiten auf dem Gebiet der industriellen Grundforschung, der angewandten Forschung, der Entwicklung oder der Demonstration, die eingereicht wurden, um an einer von der Europäischen Gemeinschaft durchgeführten und in den übrigen Titeln des dritten Teils des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft angeführten Aktion teilzunehmen;

3° die bei der Generaldirektion eingereichten Projekte, um ein "Gütesiegel" der in der Erklärung von Hannover vom 6. November 1985 angeführten Initiative EUREKA zu erhalten.

Jene Projekte, für die der Promotor in den Genuß einer Beihilfe mit der Bezeichnung "Partenariat international" gelangt, die auf folgenden Maßnahmen beruht, sind jedoch ausgeschlossen:

1° entweder die in dem einzigen Dokument für die Programmplanung der gemeinschaftlichen Strukturinterventionen in der durch das Ziel 1 in Belgien betroffenen Provinz Hennegau erläuterte Maßnahme 1.2.4., die durch den Beschluß der Kommission der Europäischen Gemeinschaften Nr. 94/623/EG vom 14. Juni 1994 genehmigt wurde;

2° oder die in dem einzigen Dokument für die Programmplanung der gemeinschaftlichen Strukturinterventionen in der durch das Ziel 2 in Belgien betroffenen Region Maas-Weser (Lüttich) erläuterte Maßnahme 2.2., die durch den Beschluß der Kommission der Europäischen Gemeinschaften Nr. 97/768/EG vom 24. Juli 1997 genehmigt wurde;

Art. 5 - Bei den zulässigen Ausgaben, die durch eine Subvention "Horizon Europe" gedeckt werden, handelt es sich um jene, die der Promotor spezifisch tätigt, um das Projekt vorzubereiten und zu hinterlegen. Sie sind auf folgende Ausgabenbereiche beschränkt:

1° die Gehaltskosten für das Personal des Promotors oder das mit der Sekretariatsführung beauftragte Außenpersonal für einen Pauschalbetrag von 25 000 BEF;

2° die sonstigen Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von 5 000 BEF;

3° die Kosten für die bei einer Einrichtung, die nicht mit dem Promotor in Verbindung steht, in Auftrag gegebenen Übersetzungen;

4° die Fahrtkosten (in Belgien) für das Personal des Promotors, die gemäß den durch den Königlichen Erlaß vom 18. Januar 1965 über die allgemeine Regelung der Transportkosten festgelegten Bestimmungen berechnet werden;

5° die Kosten für Auslandsmissionen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Promotors, d.h.:

a) die Fahrtkosten;

b) die Kosten für Unterbringung und Verpflegung über einen Pauschalbetrag von 7 000 BEF pro Person und Übernachtung.

Die vorerwähnten Unkosten, die durch eine Beihilfe oder eine Marktvergabe durch eine belgische, ausländische oder internationale öffentliche Einrichtung finanziert werden, sind nicht als Ausgaben zulässig.

Die Subvention deckt den Gesamtbetrag der zulässigen Ausgaben ab; sie ist jedoch auf 100 000 BEF begrenzt.

Art. 6 - Innerhalb von neunzig Tagen nach dem Datum der Hinterlegung bei der Europäischen Gemeinschaft eines in Artikel 4, Absatz 1, 1° oder 2° angeführten Projekts übermittelt der Promotor der Generaldirektion eine folgende Informationen umfassende Akte:

1° Name, Rechtsform, Anschrift und Bankkonto des Promotors sowie Angaben der falls notwendig zu kontaktierenden Person;

2° eine Abschrift des hinterlegten Projekts, das insbesondere die Bezeichnung der betreffenden Aktion der Europäischen Gemeinschaft aufweist;

3° ein Schriftstück der Europäischen Gemeinschaft, das die Hinterlegung des Projekts belegt;

4° eine Schulderklärung, in der die getätigten Ausgaben detailliert angegeben werden sowie ggf. folgende Belege:

a) die Rechnungen für Übersetzungen;

b) die Auflistung der Fahrtkosten in Belgien;

c) die Rechnungen für Auslandsreisen, einschließlich eines Belegs für die Anzahl der Übernachtungen.

Art. 7 - Innerhalb von neunzig Tagen nach dem Datum der Hinterlegung bei der Europäischen Gemeinschaft eines in Artikel 4, Absatz 1, 3° angeführten Projekts übermittelt der Promotor der Generaldirektion eine Akte, die die in Artikel 6, 1° und 4° angeführten Informationen umfaßt.

Art. 8 - Unmittelbar nach Eingang einer in Artikel 6 oder Artikel 7 angeführten Akte, läßt die Generaldirektion dem Promotor eine Empfangsbestätigung zukommen. Hat der Promotor die gewährte Frist mißachtet, teilt die Generaldirektion ihm mit, daß sie seine Akte nicht berücksichtigen kann.

Innerhalb von sechzig Tagen nach dem ordnungsgemäßen Eingang der Akte bestimmt die Generaldirektion die zulässigen Ausgaben auf der Grundlage der Informationen der Akte. Anschließend geht sie im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel zur Ausbezahlung der Subvention "Horizon Europe" über.

Art. 9 - Der Generaldirektor der Generaldirektion wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die in dem vorliegenden Erlaß angeführten Subventionen festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen.

Im Falle einer Abwesenheit oder Verhinderung des in Absatz 1 genannten Generaldirektors wird die Vollmacht, die kraft des vorerwähnten Absatzes auf ihn übertragen wurde, in Ermangelung durch ihn selbst getroffener Sondermaßnahmen für die Dauer der Abwesenheit oder der Verhinderung auf den Generalinspektor der betroffenen Abteilung übertragen.

Im Falle einer Abwesenheit oder Verhinderung des in Absatz 2 genannten Generalinspektors wird die kraft des vorerwähnten Absatzes auf ihn übertragene Vollmacht für die Dauer der Abwesenheit oder der Verhinderung auf den Direktor der betroffenen Direktion übertragen.

Art. 10 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 über die Subventionen für die Vorbereitung und die Hinterlegung europäischer und internationaler Forschungsprojekte wird aufgehoben.

Art. 11 - Der in Artikel 10 angeführte Erlaß bleibt im Rahmen einer Übergangsmaßnahme anwendbar auf jene Subventionsanträge, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden.

Namur, den 12. März 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

VERTALING

N. 98 — 927

[C - 98/27222]

**12 MAART 1998. — Besluit van de Waalse Regering
waarbij toelagen worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van Europese onderzoeksprojecten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, inzonderheid op artikel 2, vijfde lid;

Gelet op het advies van de Raad van het wetenschappelijk beleid die de opdrachten vervult van het "Comité d'Orientation pour la Promotion de la Recherche et des Technologies en Région wallonne" (Oriëntatiecomité ter bevordering van het onderzoek en de technologieën in het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 september 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 november 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën;

2° K.M.O.'s : de kleine en middelgrote ondernemingen in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 tot bepaling van de "kleine en middelgrote onderneming" met het oog op de verlening van steun aan en tussenkomsten voor het onderzoek en de technologieën;

3° Algemene Directie : de Algemene Directie Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De Waalse Regering verleent toelagen die "Horizon Europe" genoemd worden, om uitgaven te dekken i.v.m. de voorbereiding en de indiening van projecten voor deelneming aan een actie van de Europese Gemeenschap inzake onderzoek en technologische ontwikkeling of om een "EUREKA-label" te verkrijgen.

Art. 3. De volgende promotoren komen in aanmerking voor toelagen "Horizon Europe" :

1° de K.M.O.'s waarvan de hoofdzetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is;

2° de erkende collectieve onderzoekscentra bedoeld in het decreet;

3° de universitaire onderzoekseenheden gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest;

4° de onderzoekseenheden van universitair niveau gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 4. De toelagen "Horizon Europe" worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van de volgende projecten :

1° projecten om deel te nemen aan een door de Europese Gemeenschap gevoerde actie bedoeld in titel XV van het derde deel van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;

2° projecten m.b.t. industrieel basisonderzoek, toegepast onderzoek, ontwikkeling of demonstratie, ingediend om deel te nemen aan een door de Europese Gemeenschap gevoerde actie bedoeld in de andere titels van het derde deel van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;

3° projecten die bij de Algemene Directie ingediend worden om een "label" van het in de verklaring van Hannover van 6 november 1985 bedoelde initiatief EUREKA te verkrijgen.

De toelagen worden echter niet verleend voor projecten waarvoor de promotor de zogenaamde "Internationaal partnerschap" hulp geniet in het kader van :

1° hetzij maatregel nr. 1.2.4. bedoeld in het enig programmeringsdocument voor de structurele bijstandsverlening van de Gemeenschap in de in België onder doelstelling 1 vallende provincie Henegouwen, die goedgekeurd is bij beschikking nr. 94/623/EG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 14 juni 1994;

2° hetzij maatregel nr. 2.2. bedoeld in het enig programmeringsdocument voor de structurele bijstandsverlening van de Gemeenschap in de in België onder doelstelling 2 vallende regio Meuse-Vesdre (Luik), die goedgekeurd is bij beschikking nr. 97/768/EG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 24 juli 1997.

Art. 5. De door een toelage "Horizon Europe" gedekte toelaatbare uitgaven zijn degene die de promotor voorlegt om het project voor te bereiden en in te dienen en hebben betrekking op :

1° de bezoldiging van zijn personeel of van het buitenpersoneel belast met het secretariaat, voor een forfaitair bedrag van 25 000 BEF;

2° de andere secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van 5 000 BEF;

3° de vertaalkosten te betalen aan een instelling die niet van de promotor afhangt;

4° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

5° de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijf- en restauratiekosten voor een forfaitair bedrag van 7 000 BEF per persoon en overnachting.

De bovenvermelde kosten die in de vorm van hulp of een markt worden gefinancierd door een Belgische, buitenlandse of internationale openbare instelling, worden niet bij de toelaatbare uitgaven gerekend.

De toelage dekt alle toelaatbare uitgaven maar mag niet meer dan 100 000 BEF bedragen.

Art. 6. De promotor bezorgt de Algemene Directie binnen negentig dagen na de datum waarop een in artikel 4, eerste lid, 1° en 2°, bedoeld project bij de Europese Gemeenschap wordt ingediend, een dossier met de volgende gegevens :

1° zijn naam, rechtsvorm, adres, het nummer van zijn bankrekening en de personalia van de desnoods te contacteren persoon;

2° een afschrift van het ingediende project waarin o.a. de bedoelde actie van de Europese Gemeenschap wordt vermeld;

3° een document van de Europese Gemeenschap waarbij de datum van indiening van het project bevestigd wordt;

4° een schuldvorderingsverklaring waarin de voorgelegde toelaatbare uitgaven nader worden bepaald, in voorkomend geval vergezeld van de volgende bewijsstukken :

a) de facturen van de vertaalkosten;

b) de lijst van de reiskosten voor verplaatsingen in België;

c) de facturen betreffende verplaatsingen in het buitenland, vergezeld van documenten ter bevestiging van het aantal overnachtingen.

Art. 7. Binnen negentig dagen na de datum van indiening van een in artikel 4, eerste lid, 3°, bedoeld project bij de Algemene directie bezorgt de promotor haar een dossier met de gegevens bedoeld in artikel 6, 1° en 4°.

Art. 8. Zodra de Algemene directie een in artikel 6 of 7 bedoeld dossier ontvangt, richt ze een ontvangstbewijs aan de promotor. Als de promotor de voorgeschreven termijn niet in acht heeft genomen, laat ze hem weten dat ze het dossier niet in aanmerking kan nemen.

Binnen zestig dagen na de regelmatige ontvangst van het dossier bepaalt de Algemene directie de toelaatbare uitgaven op grond van de gegevens van het dossier en laat ze de toelage "Horizon Europe" uitbetalen binnen de perken van de op de begroting uitgetrokken kredieten.

Art. 9. De directeur-generaal van de Algemene directie wordt ertoe gemachtigd de uitgaven m.b.t. de in dit besluit bedoelde toelagen vast te leggen, goed te keuren en betaalbaar te stellen.

Als de directeur-generaal afwezig of verhinderd is, wordt de opdracht waarmee hij krachtens het eerste lid bekleed is, bij gebrek aan door hem zelf genomen bijzondere bepalingen gedurende zijn afwezigheid of verhindering verleend aan de inspecteur-generaal van de betrokken Afdeling.

Als de inspecteur-generaal afwezig of verhinderd is, wordt de machtiging waarmee hij krachtens het tweede lid bekleed is, gedurende zijn afwezigheid of verhindering verleend aan de directeur van de betrokken Directie.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 betreffende de toekenning van toelagen voor de voorbereiding en de indiening van Europese en internationale onderzoeksprojecten wordt opgeheven.

Art. 11. Bij wijze van overgangsmaatregel is het in artikel 10 bedoelde besluit van toepassing op de vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediende aanvragen om toelagen waarop het betrekking heeft.

Namen, 12 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN